



Face à la Ministre de la Justice, le droit syndical n'existe plus!

Ce vendredi 10 janvier 2020, à l'occasion de la venue de la garde des Sceaux Mme BELLOUBET, près de 300 avocat-es soutenu-es par une vingtaine de militant-es du SNPES-PJJ/FSU participaient à une action à l'ancien TGI de Paris.

Alors même que l'opposition s'accroît contre le projet de réforme des retraites, Mme BELLOUBET invitait hier les avocat-es à garder leurs robes et à venir discuter. Propositions qui semblent n'être que de façade, ne souhaitant pas venir ce jour écouter ces militant-es venu-es en nombre.

Pour tout interlocuteur, un face-à-face avec la police. Un militant du SNPES-PJJ/FSU a fait l'objet d'un coup sur la main alors qu'il tenait une barrière avec d'autres militants. Accusé d'avoir riposté, il a été interpellé alors qu'il sortait du tribunal et quittait l'action. Et selon nos informations, la police devrait le placer en garde à vue. Selon nous, la police pourrait vouloir en faire "un exemple".

La FSU s'indigne de ces traitements "exemplaires" et ciblés, ignorant les procédures justes au sein même d'un établissement de Justice.

Elle appelle l'ensemble des militant-es à apporter leur soutien à Philippe. Un rassemblement est en cours devant le commissariat du 4ème arrondissement (27 boulevard Bourbon).

En contact avec le bâtonnier de Paris pour soutenir notre collègue, nous serons extrêmement vigilant-es aux suites données à cette nouvelle preuve de la répression à l'œuvre contre les militant-es syndicaux-ales.

Paris, le 10 janvier 2020



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN